

RÉSEAU DES ACTEURS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX UE-AFRIQUE  
SIXIÈME RÉUNION

*- Investir en Afrique -*

Comité économique et social européen, salle JDE 63  
3-4 juillet 2019, Bruxelles

**Les investissements de l'Afrique en Afrique**  
**Par Ousseine Diallo, Secrétaire Exécutif Fédération des**  
**organisations patronales d'Afrique de l'ouest**

## Mesdames et Messieurs,

Les besoins en termes d'investissement sont nombreux. Des systèmes de production aux secteurs sociaux en passant par les secteurs de la santé et de l'éducation sans oublier les infrastructures et le commerce, les économies africaines ont besoin d'investissements.

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) avait en 2005 publié un titre évocateur et je cite : « Le Développement économique en Afrique. Repenser le rôle des investissements étrangers directs ». Si cette exigence reste d'actualité, en revanche, le contexte a beaucoup évolué depuis 2005. L'on a notamment enregistré :

- La crise financière mondiale de 2008-2013 est passée par là,
- Une perte de terrain des pays occidentaux (Etats-Unis d'Amérique, Union Européenne, etc) face aux pays dits du BRICS (Brésil Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en termes d'échanges commerciaux notamment,
- une crise de la migration irrégulière avec ses lots quotidiens de drames humains,
- une forte poussée de la croissance démographique en Afrique,
- une situation sécuritaire alarmante avec des situations socio-politiques explosives par endroits,
- une population de plus en plus jeune et de plus en plus urbanisées,
- en plus de l'impact négatif de la crise financière de 2008-2013, le volume des investissements directs étrangers, flux entrants a baissé en 2016 et 2017, celui-ci est passé de 66 633 millions de dollars en 2015 à 41 772 millions de dollars américain en 2017 selon les chiffres de la CNUCED,
- etc.

A la lumière de ces constats et évolutions, force est de reconnaître que les investissements étrangers directs ne suffiront pas pour apporter des réponses aux besoins de croissance économique, de créations d'emplois et de développement économique. Il faudra donc de plus en plus d'investissements Africains en Afrique, c'est devenu un enjeu à la fois économique et stratégique.

En tout état de cause, il n'y a pas d'émergence et encore moins de développement économique sans investissements. L'Afrique doit investir massivement. Une partie de cet effort est porté par les investissements directs étrangers, mais il reste insuffisant. L'autre partie doit venir des Africains eux-mêmes y compris la diaspora Africaine. Dans les deux cas, les conditions de l'attrait de l'investissement sont les mêmes. Les Etats doivent y travailler en gardant à l'esprit deux contraintes : d'une part, le marché des investissements est mondialisé et, d'autre part, l'ensemble des pays de la planète se livrent une lutte impitoyable pour accueillir des investissements.

Ensuite les Etats doivent viser la satisfaction de critères que j'emprunte à l'OCDE pour améliorer les conditions offertes aux investisseurs. J'en retiens ici trois (3) principaux :

- **Abaisser le coût de l'investissement,**

Il s'agit de minimiser les coûts de mise en conformité avec le cadre administratif, juridique et réglementaire, y compris les coûts supplémentaires imposés par la médiocrité des infrastructures physiques, la corruption et les lourdeurs administratives.

- **Réduire les risques**

Ils tiennent à l'amélioration de la stabilité des conditions d'investissement et de la prévisibilité réelle et perçue de la rentabilité de l'investissement, autant de facteurs qui exigent des réformes d'ordre stratégique et institutionnel et un respect plus strict de l'état de droit.

- **Renforcer les capacités**

Selon l'OCDE, la réforme des conditions d'investissement est un processus politique qui repose sur la présence d'institutions dédiées efficaces et sur la capacité du secteur privé à repérer les principaux obstacles à l'investissement, encore faut-il que ces organisations intermédiaires représentatives du secteur privé soient écoutées

Ces préalables étant posés, je vais poursuivre mon propos en abordant deux points principaux :

- l'état des lieux des investissements africains en Afrique,
- les enjeux, défis et opportunités des investissements africains en Afrique.

### **D'abord, les investissements africains en Afrique : un état des lieux**

Il est particulièrement difficile de dresser un état des lieux des investissements africains en Afrique compte tenu d'une quasi-absence de données statistiques et d'informations fiables en la matière. Cette situation s'explique pour une bonne part, par le manque de culture des statistiques en Afrique, mais aussi dans certains cas par un manque de volonté réelle d'en disposer.

Ceci étant, une étude commanditée par la Banque Africaine de Développement (BAD) publiée le 25 septembre 2018 met en évidence quatre (4) constats :

**Premièrement**, les investissements Africains en Afrique ne sont certes pas encore suffisants et sont mal identifiés, mais ils ne semblent pas négligeables et sont appelés à croître. En effet, l'étude révèlent que les multinationales africaines qui investissent en Afrique sont en croissance. Elles sont actives dans divers secteurs d'activités : banque, assurance, transport aérien, industrie, etc. Sur plus de 700 entreprises Africaines dont le revenu annuel dépasse les 500 millions de dollars, 27% sont des multinationales et cette proportion est en constante progression.

**Deuxièmement**, les investissements africains en Afrique se font aussi bien par apports de capitaux que par la réalisation de projets.

**Troisièmement**, en termes de région, les investissements par capitalisation sont dominés par les pays de l'Afrique du Nord, suivis des pays de l'Afrique de l'Est, mais toutes les régions de l'Afrique participent aux investissements intra-africains.

**Quatrièmement**, en termes de pays, le Maroc semble le leader incontesté des investissements africains en Afrique suivi par le Kenya, le Nigéria, Maurice et l'Afrique du Sud.

**Cinquièmement**, l’Egypte, la Côte d’Ivoire, l’Algérie et la Tunisie sont les principales destinations des investissements africains en Afrique tant en termes d’apports en capitaux qu’en termes de projet.

**Sixièmement**, ces investissements africains en Afrique ont créé un volume de travail estimé à environ 38 000 emplois sur la période 2015-2016.

### **Ensuite, les enjeux, défis et opportunités des investissements africains en Afrique**

Parmi les enjeux principaux :

- L’immigration irrégulière et dramatique via la Méditerranée vers l’Europe,
- L’emploi pour les jeunes et le besoin de bien-être de toute la population africaine,
- La place et le rôle de l’Afrique dans le concert des nations,
- Les tensions sociales, politiques et sécuritaires en Afrique,
- Les effets négatifs annoncés du changement climatique.

Concernant les défis :

- Répondre aux besoins générés par la forte croissance démographique de l’Afrique : santé, éducation, logement, habillement, nourriture, etc,
- Créer des cadres d’investissement propices aux africains (les capitaux non africains bénéficient parfois d’un meilleur traitement que les capitaux africains),
- Créer des environnements propices aux affaires dans tous les pays africains ; ce qui passe également par la stabilité politique, la sécurité juridique et judiciaire, une fiscalité de développement, des infrastructures physiques de qualité, des moyens de financements adaptés de l’économie,
- Permettre la libre-circulation effective des biens, des services et des capitaux ; il existe encore bien des barrières aux échanges commerciaux : tracasseries administratives, prélèvement illicites, blocages politiques, etc. ces obstacles doivent être levés.
- Améliorer et renforcer la qualité des ressources humaines mises à la disposition des entreprises, entrepreneurs et autres détenteurs de capitaux.
- Lutter contre la corruption et toute forme de mauvaise gouvernance socio-économique ;
- Favoriser les investissements en recherche et développement qui améliore la compétitivité des entreprises à travers les innovations et, partant, stimuler la capacité d’investissement des entreprises à travers leur rentabilité.
- Mettre à la disposition des entreprises, des entrepreneurs et autres détenteurs de capitaux, des informations utiles et fiables.
- La majeure partie des capitaux disponibles sur les marchés financiers et bancaires en Afrique sont des capitaux à court et moyen termes, il serait bon que la part de capitaux longs soit plus importante pour répondre à certains types d’investissement comme ceux en infrastructures par exemple.

Concernant les opportunités :

- Si une population jeune et en forte croissance constitue un défi en termes d’éducation, de santé et de prise en charge, dans le même temps, elle constitue la promesse d’une main d’œuvre abondante et de qualité si elle est bien formée,

- L’Afrique est également une population dont la classe moyenne est en forte croissance ainsi que sa population urbaine. Selon le World Travel et Africa News par exemple, en 2030, 43% des Africains appartiendront aux classes moyennes ou supérieures, contre 39,6% en 2013.
- La croissance économique en Afrique reste relativement forte, ce qui traduit la possibilité d’un niveau d’enrichissement global plus élevé donc des promesses des niveaux de consommation élevés. Selon la même précédente source, en 2030, la consommation des ménages devrait atteindre 2,5 billions de dollars, contre 1,1 billion de dollars en 2015.
- La zone de libre échange du continent africain constitue également une opportunité pour plusieurs raisons. L’Afrique c’est environ 1 milliard 200 millions d’habitant et un Pib cumulé d’environ 2500 milliard de dollar américain. En somme, il s’agit d’un grand marché source de compétitivité et d’effet de taille ; toute chose utile aux entreprises pour investir et croître.

**Mesdames et Messieurs,**

**Pour conclure**

En conclusion, les investissements africains en Afrique doivent être toujours mieux inventoriés, les conditions relatives à ces investissements plus assouplies, les marchés libéralisés afin que les entrepreneurs et autres détenteurs de capitaux puissent contribuer efficacement à relever les nombreux défis qui se posent à l’Afrique.

Les organisations patronales, qu’elles soient nationales, sous-régionales comme la FOPAO, Business Africa, l’organisation continentale, ont fait de cette question l’un de leur principal cheval de bataille. Elles se dotent de moyens accrus pour renforcer leur plaidoyer en la matière et ont besoin d’appuis à cette effet.

Je vous remercie de votre aimable attention.